

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -
TPSGC
11 Laurier St., / 11, rue Laurier
Place du Portage, Phase III
Core 0A1/Noyau 0A1
Gatineau
Québec
K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776

SOLICITATION AMENDMENT

MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
Informatics Professional Services - EL
Division/Services professionnels en informatique -
division EL
4C2, Place du Portage
Gatineau
Québec
K1A 0S5

Title - Sujet INFORMATICS PROFESSIONAL SERVICES		
Solicitation No. - N° de l'invitation 24062-120046/A		Amendment No. - N° modif. 002
Client Reference No. - N° de référence du client 24062-120046		Date 2012-03-13
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$EL-619-23741		
File No. - N° de dossier 619el.24062-120046	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME	
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2012-03-23		Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>		
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Perkins, Deborah		Buyer Id - Id de l'acheteur 619el
Telephone No. - N° de téléphone (819) 956-8656 ()		FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:		

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

La présente modification 2 de la demande de proposition 24062-120046 a pour et de répondre aux questions ci-dessous.

Supprimer entièrement l'article 1.2 Sommaire (b) et remplacer par :

(b) Elle vise l'attribution d'un contrat pour une durée de trois années.

Supprimer l'article 7.6 Durée du Contrat (a) (i) dans son ensemble et remplacer par :

(i) La « **durée du contrat initial** », qui débute à la date d'attribution du contrat et se termine trois années plus tard.

L'Article 7.6 Durée du Contrat (a) (ii) et (b) est supprimé dans son ensemble.

Sous la rubrique 4.1 de l'appendice 1 de l'Annexe A, la première phrase est modifiée comme suit :

Dès que l'offre de prix aura été acceptée par le responsable technique et le Secteur des services ministériels du SCT, le formulaire d'AT sera signé par le Canada et envoyé à l'entrepreneur, qui devra le signer.

À l'annexe B - Base de paiement : le tableau pour la période initiale du contrat est remplacé par le tableau ci-dessous :

Période initiale du contrat

Période initiale du contrat (À déterminer lors de l'attribution du contrat)						
	(B)	(C*)	(D)	(E)	(F*)	(G)
Category of Personnel	Niveau d'expertise	Nombre estimatif de jour	Taux quotidien ferme	% Escompte	Taux journalier ferme	Coût total [Cx F]
Analyste des opérations	Niveau #3	1440	\$		\$	\$
Architecte d'applications é de logiciels	Niveau #2	1440	\$		\$	\$
Analyste de programme	Niveau #2	1440	\$		\$	\$
Testeur	Niveau #2	720	\$		\$	\$
Coût total pour période d'initiale contrat:						\$ <TBD>

Les tableaux pour la première et la deuxième période d'option¹ sont entièrement supprimés.

Question 1

Nous souhaitons obtenir des précisions concernant la concordance de l'Énoncé des travaux ainsi que des critères d'évaluation et des tableaux de réponses pour l'analyste des opérations de niveau 3. En effet, les tâches (p. 39 de 79) et les produits livrables (p. 41 de 79) de l'analyste des opérations ont davantage un caractère fonctionnel que technique. Pourtant, les tableaux d'évaluation sont manifestement techniques, et particulièrement les exigences cotées (C3 et C4). De plus, l'Énoncé des travaux stipule que le Bureau du dirigeant principal des ressources humaines (BDPRH) « est chargé de bâtir des applications de RH qui peuvent être utilisées couramment dans l'ensemble du gouvernement du Canada », mais il n'y a aucun critère permettant d'évaluer l'expérience qu'a l'analyste des opérations des systèmes d'entreprise, des systèmes de RH, de la mesure du rendement, des services partagés, sans parler du gouvernement du Canada, de la rémunération, des politiques en matière de RH et ainsi de suite. Nous craignons donc que l'analyste des opérations qui répond à tous les critères obligatoires actuels et obtient une bonne note pour les critères cotés n'ait pas les compétences nécessaires pour exécuter les travaux décrits aux articles 1.0 « Contexte » et 2.0 « Portée » de l'Énoncé des travaux. En outre, les personnes possédant les compétences et l'expérience nécessaires à la conduite efficace du genre d'analyse des opérations attendu dans les secteurs des langues officielles, de la gestion du talent et de la rémunération et des relations de travail ne pourraient concurrencer, sur le plan des prix, avec une personne qui satisfait aux critères d'évaluation établis dans les tableaux. Ces critères correspondent aux compétences d'un analyste des opérations général, et nous craignons que toute ressource (conforme) que nous pourrions affecter à la lumière de ces exigences ne serait pas en mesure de bien répondre aux besoins opérationnels du Secrétariat du Conseil du Trésor (SCT).

Nous demandons au SCT d'envisager de modifier les exigences à l'égard du poste d'analyse des opérations en sorte que les exigences obligatoires et cotées se rapportent à la portée et à la nature des activités du BDPRH

Réponse 1

À la suite de l'examen de l'Énoncé des travaux ainsi que des critères d'évaluation, nous avons déterminé qu'ils représentent bien les travaux requis. Par conséquent, aucun changement ne sera apporté.

Question 2

L'État considérerait-il la possibilité d'appliquer les critères de bilinguisme à seulement un des analystes des opérations?

Réponse 2

Étant donné que la Division des langues officielles et l'un de nos clients, les deux analystes des opérations doivent être parfaitement bilingues.

Question 3

En ce qui concerne l'exigence C2 pour l'analyste des opérations de niveau 3, tous les points sont attribués s'il possède 10 ans d'expérience dans un environnement de serveur .NET/SQL. Il s'agit d'une question à deux volets étant donné que le serveur .NET est seulement utilisé depuis 2005.

- a. Par conséquent, est-il normal que l'État demande de 5 à 7 années d'expérience avec le serveur .NET pour obtenir la totalité des points?

- b. De plus, étant donné qu'il n'est pas nécessaire pour les architectes d'applications d'avoir de l'expérience avec le serveur SQL, nous demandons à l'État de modifier la formulation relative au serveur SQL de façon à la rendre plus inclusive, en utilisant la formulation « bases de données axées sur le serveur SQL ».

Réponse 3

- a. La version 1.0 du serveur .NET a été lancée en février 2002. Nous ne modifierons donc pas l'échelle de cotation de ce critère.
- b. L'État est disposé à accepter les « bases de données axées sur le serveur SQL ».

Question 4

En ce qui a trait aux critères cotés applicables aux ressources B.1 et aux exigences cotées C1 pour l'analyste des opérations de niveau 3 indiqués à l'annexe D relative aux critères d'évaluation et aux tableaux de réponse, veuillez confirmer qu'un certificat de maîtrise en analyse opérationnelle de l'Université York (Schulich School of Business) constitue un équivalent à une certification de l'Institut International de l'Analyse d'Affaires ou à une certification CBAP (Certified Business Analyst Professional).

Réponse 4

Maîtrise en administration des affaires (MBA), certification CBAP ou CBAP (Certification of Competency in Business Analysis). Les certificats ou les diplômes décernés par un établissement d'enseignement postsecondaire dans un programme tel que l'analyse opérationnelle, l'analyse des systèmes, les exigences d'utilisateurs s'appliquant au développement des logiciels ou la modélisation/restructuration des processus opérationnels seraient également acceptables.

Question 5

En ce qui a trait à l'exigence cotée 2 relative à l'analyste des opérations de niveau 3, la ressource doit avoir de l'« expérience en tant qu'analyste opérationnel principal relativement à l'élaboration d'une application et/ou d'un projet d'amélioration/de soutien* dans un environnement de serveur .Net/SQL ». Pour se qualifier au niveau 2, l'analyste des opérations peut avoir que 10 ans d'expérience dans ce rôle. Pour obtenir la totalité des points, il doit pourtant avoir travaillé à titre d'analyste opérationnel principal dans un environnement de serveur .NET de façon continue au cours des 10 dernières années, soit depuis le premier lancement de .NET Framework (février 2002). Il est peu probable qu'il en soit ainsi pour quiconque. Nous suggérons d'ajuster la cotation comme suit :

Plus de 48 mois	20 points
De 37 à 48 mois	15 points
De 25 à 36 mois	10 points
De 13 à 24 mois	5 points
De 0 à 12 mois	0 point

Réponse 5

L'échelle de cotation de l'exigence C2 relative à l'analyste des opérations est modifiée comme suit :

73 mois ou plus = 20 points

De 49 à 72 mois = 10 points

De 25 à 48 mois = 5 points

De 0 à 24 mois = 0 point

Question 6

Article 3.2 de la section 1 : Proposition technique, alinéa v), Coordonnées des clients cités en référence, de la partie 3 – Instructions pour la préparation des soumissions. Selon l'interprétation du soumissionnaire, cette section présente les références à fournir à l'annexe F relative aux exigences ministérielles obligatoires O1 et n'a pas de lien avec les ressources proposées, car la demande de propositions (DP) ne comprend aucune exigence concernant les références des ressources. Veuillez confirmer.

Réponse 6

Cette section s'ajoute à l'annexe F. À l'annexe F, le fournisseur doit fournir deux références dans sa soumission, comme il est indiqué en O1. L'article 3.2 de la section 1 figure dans la DP au cas où il serait nécessaire de demander des références supplémentaires aux fins de précision sur des questions autres que celles énoncées en O1 de l'annexe F.

Question 7

Analyste de programme (O2) – La combinaison de ASP.Net et de C#.Net ne constitue pas une combinaison commune. Pouvez-vous modifier l'exigence relative à l'expérience de quatre ans avec ASP.Net ou C.Net de façon à ce qu'elle soit similaire à l'exigence C2 de la même catégorie?

Réponse 7

Le critère d'évaluation ne sera pas modifié.

Question 8

Est-ce que « l'entente de non-divulgence », qui se trouve à l'appendice 3 de l'Annexe A, doit être signée à la date de fermeture des demandes de propositions ou après l'attribution du marché ?

Réponse 8

L'entente doit être signée après l'attribution du marché

TOUTES LES AUTRES MODALITÉS DEMEURENT INCHANGÉES.